



mONTPELLIER 2020

La lettre de Sursaut

Mars 2019, n°70

Les « gilets jaunes » et les politiques : la fin du miroir aux alouettes ?



Dessin de HERGE dans « *Le crabe aux pinces d'or* »

Les désignations de listes qu'opèrent les partis politiques montrent bien le malaise que le mouvement des gilets jaunes a créé en leur sein. Plutôt que de prendre des risques, les leaders historiques préfèrent envoyer des jeunes. Le LR a choisi François Xavier Bellamy, 34 ans, le FN Jordan Bardella, 23 ans, et la

FI, Manon Aubry, 29 ans. Ils évitent ainsi d'avoir à assumer l'échec éventuel de leur liste avec l'argument facile de plaider pour la jeunesse et l'inexpérience de leur candidat. Ils peuvent, en revanche, en récupérer la gloire en cas de réussite en se vantant d'avoir fait confiance aux nouvelles générations.

Pour les partis politiques traditionnels, le mouvement des gilets jaunes a créé un miroir aux alouettes dont ils commencent à prendre la mesure sans pour autant en tirer les conséquences. Il a pu leur donner l'impression qu'une majorité de français réunis dans une dénonciation du gouvernement actuel était prête à tomber dans leurs bras. La réalité s'avère bien plus complexe. Une unanimité factice s'est faite sur un slogan « anti-Macron » auquel, plus ou moins directement, les partis d'opposition politique ont prêté leurs voix. Pourtant, on aurait pu vite s'apercevoir que, dès que l'on interrogeait les partisans ou acteurs des gilets jaunes sur le projet politique dont ils rêvaient, leurs propositions ne présentaient plus rien de commun. Elles s'opposaient même souvent radicalement. Sous une homogénéité d'appellation se cachait une forte hétérogénéité de volonté politique. On s'en est aperçu dès qu'il a été nécessaire de formuler des projets concrets et communs car, s'il est relativement facile de se mettre d'accord sur la dénonciation de la dureté de la vie des français des classes moyennes, sur les inégalités économiques inacceptables ou sur la pression fiscale, il est autrement plus ardu de formuler des choix politiques positifs et partagés.



larochesuryon.maville.com

Si l'on se réfère aux appartenances politiques partisans, les études ont montré qu'une bonne partie des gilets jaunes et de leur soutien reflétait surtout des affinités avec les idéologies extrêmes (gauche ou droite). Pour que cette convergence puisse constituer une réelle alternative politique à la Présidence actuelle et à son gouvernement, il faudrait réaliser un ralliement partisan et une entente entre l'ancien Front National et la France insoumise. Qui peut croire en une telle hypothèse tant les programmes des partis de Marine Le Pen et de Jean Luc Mélenchon s'opposent radicalement ?

Les partis politiques sont, en fait, rattrapés par la même limite que celle qu'a rencontrée Emmanuel Macron en accédant aux contraintes de l'exercice du pouvoir. Il avait su bâtir son succès sur l'effondrement de la crédibilité des partis traditionnels et sur l'effacement de la binarité droite/gauche qui les fondait. Il a gagné l'élection présidentielle en proposant un « en même temps » pouvant faire imaginer à tous les lassés de la vie politique qu'il existait une troisième voie où chacun trouverait son compte. La pratique concrète gouvernementale est venue vite désillusionner ces utopies. « *Gouverner, c'est choisir* » aimait rappeler un vieux proverbe. Nul ne gouverne durablement par des promesses : elles ouvrent seulement l'accès au pouvoir en créant des champs d'espérance. Les choix que le gouvernement d'Emmanuel Macron a été contraints de faire une fois arrivé à la présidence ont rapidement fabriqué leurs lots de mécontents. La volonté politique du « en même temps » n'a fait qu'étendre leur sphère puisque, par définition, ce que l'on donne à l'un vient inévitablement mécontenter l'autre.

Les partis politiques d'opposition se trouvent enveloppés dans le même nuage d'illusionnement. Ils ont tous espéré retrouver une nouvelle popularité en surfant sur la vague de protestation née des révoltes des gilets jaunes. Or, c'est bien sûr impossible. Se revendiquer unis dans une position d'opposition et de

dénonciation est une chose, élaborer des propositions concrètes en constitue une autre. L'impossibilité de plaire en même temps à tout le monde amènera inéluctablement le temps de la désillusion.

Les gilets jaunes eux-mêmes se trouvent désormais confrontés à la même réalité. Le temps de l'euphorie de la camaraderie retrouvée dans un sentiment de force collective face aux duretés de leurs vies au quotidien et à l'exaspération face aux injustices économiques grandissantes ne peut être éternel. S'il ne veut pas rester éphémère, il doit naturellement s'ouvrir sur une nouvelle étape : celle du « qu'est-ce qu'on fait maintenant ? ». Cette étape, nécessaire pour l'inscription de leur mouvement dans la durée et dans la transformation des choses, les amène à faire des propositions concrètes et donc à affronter leurs différences. Ils doivent, qui plus est, accepter les renoncements qu'impose toute organisation : chacun doit accepter de déléguer un moment sa voix à un représentant. Le mouvement devra différencier et hiérarchiser les fonctions nécessaires à structuration.

La possibilité de l'exercice démocratique est actuellement fondée par l'acceptation du scrutin majoritaire : chacun accepte que son vote soit soumis à la victoire de la majorité des votes exprimés. La démocratie n'a pas trouvé mieux que ce gouvernement à partir de choix obtenus par une majorité. Ce mode électoral constitue un juste milieu entre le risque anarchique de décisions non contraignantes pour les citoyens et celui d'une imposition dictatoriale d'un chef ou d'une oligarchie autoproclamée.

C'est cette acceptation démocratique qui a cristallisé dès le soir de l'élection présidentielle la contestation du résultat des urnes au nom d'un soi-disant trop faible pourcentage accordé au vainqueur. Cette soumission majoritaire semble soigneusement occultée par les tenants des référendums d'initiative citoyenne. Le devenir de la consultation référendaire sur Notre Dame des Champs devrait pourtant rester en mémoire de chacun.

Les débats organisés en France depuis janvier seront soumis à la même contrainte. Chacun peut rêver de faire aboutir sa revendication. Mais chacun devra accepter qu'au final, les décisions prises ne les satisferont pas toutes. Chaque citoyen a un devoir de retrait, lors de la phase décisionnelle, de son bon vouloir individuel au profit de son collectif d'appartenance. En revanche, il ne doit jamais oublier que l'exercice de l'expression de sa volonté passe par le vote. Le fait que les gilets jaunes soient majoritairement issus, au moins lors du début de leur mouvement, de français abstentionnistes constitue un problème qu'il est urgent de saisir.

Les tribunes de Gérard DORIVAL

« Un quart de nos interlocuteurs peuvent être des complotistes crédules ! »



Dessin de DELUCQ

Bien que l'anti-complotisme soit considéré par les intéressés évidemment comme un complot, je vous livre un résumé très succinct du florilège des complotistes relevé par la Fondation Jean Jaurès et l'institut " Conspiracy watch".

Les « Illuminati », organisation secrète, sont, pour 25 % des français, à l'origine des phénomènes qui touchent, individuellement ou collectivement, notre vie.

Ils sont autant pour croire dur comme fer au "grand remplacement" (par les musulmans) et 22 % au complot sioniste permanent.

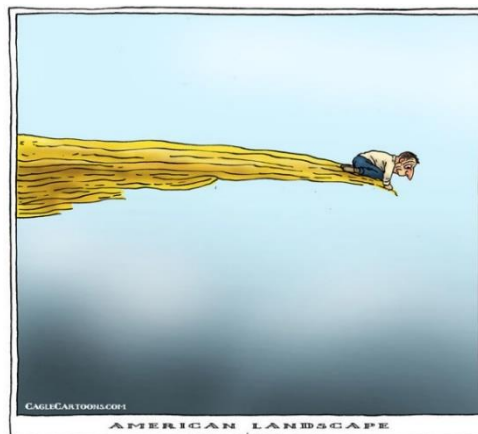
43 %, ce qui est considérable, pensent que le ministère de la santé est de connivence avec l'industrie pharmaceutique pour nous imposer les vaccinations.

Etc., etc. ...

Les jeunes et les non diplômés sont majoritaires parmi ces publics crédules et les sympathisants du RN y figurent pour 27 %, les insoumis pour 30 %, ainsi que les gilets jaunes. Ces chiffres interpellent profondément.

J'en tire la conclusion que, quand vous dialoguez avec quelqu'un, vous avez une chance sur quatre en moyenne, de vous heurter à une incompréhension manifeste et vous prêter à votre insu à une conversation surréaliste et vaine.

" Le parler Trump pour les nuls" (Cf. Frederic Joinot . Le Monde du 2 Février : extraits)



demotivateur.fr

Vous vous voulez faire carrière dans le populisme, c'est-à-dire prétendre vous adresser directement au peuple, dans ce qui serait censément son langage, en flattant son soi-disant bon sens ? Il faut vous initier au "*Trump pour les nuls*".

Leçon n° 1

N'expliquez rien. Martelez des phrases courtes, des slogans, avec le recours à une pluie de tweets. Le format court permet de formuler une pensée simpliste, binaire, agressive avec des effets typographiques, des !!!, des ????, des majuscules pour marquer la colère.

Leçon n° 2

Créez votre propre patois avec un nombre limité de mots : vocabulaire limité, staccato d'adjectifs outrés : « Formidable, Incroyable, Fantastique, Top ! », adverbes définitifs « absolument, extrêmement, grandement, incroyablement, totalement ! ». Une auteure évoque un "*royaume des tripes qui parlent*" destiné à partager un "*ressenti*".

Leçon n°3

Nul besoin d'argumenter pour déconsidérer l'opposition : mieux vaut insulter, c'est plus rapide et plus frappant. Le "New York Times" a relevé 551 insultes lancées par Trump depuis son élection.

N'hésitez pas à être féroce et croustillant avec les femmes pour afficher votre prétendue virilité.

La blague oiseuse : "*si Hillary ne peut satisfaire son mari, qu'est ce qui fait croire qu'elle peut satisfaire l'Amérique ?*", serait presque plaisante si une journaliste de "Fox News" n'avait eu droit, elle, à encore plus abject : critiquant sa misogynie manifeste, c'est parce qu'elle a ses règles : « *on pouvait voir du sang sortir de son...* ». Innommable.

Leçon n°4

Mentez, diffusez de fausses nouvelles et attaquez les journalistes et les médias. Le vérificateur des faits du « Washington Post » relevait 8158 affirmations fausses ou trompeuses de Trump depuis son élection. L'important est que le mensonge conforte le discours que les électeurs veulent entendre. Moquez-vous du « bon vieux réchauffement climatique » qui n'existe pas. Grondez qu'un seul discours de vérité existe : le vôtre. Justifiez-le par des affirmations vagues mais certifiées : « *tout le monde dit maintenant ...* », « *beaucoup de gens me disent* » et « *cela va arriver...croyez-moi* ».

En France, deux publics semblent d'évidence, perméables à ces postures : d'une part, certains "gilets jaunes" ou assimilés (ne généralisons pas), qui ont bien des points communs avec l'électorat de Trump, aux comportements sommaires malheureusement, et, d'autre part, beaucoup de jeunes qui, à travers les réseaux sociaux, sont rendus à véhiculer des expressions rapides et sans recul, au détriment d'une réflexion argumentée.

Ne nous y trompons pas : Un Trump français (ou une) peut se faire élire et accéder au pouvoir.

Soirée Controverses

« La presse : organe d'information ou de construction d'opinion ? »

Notre première soirée Controverses de l'année 2019 a été consacrée à la presse. La rencontre a attiré un très nombreux public et fut de très grande qualité grâce, notamment, au talent personnel et professionnel de nos deux invités : Stéphane ALLIES co-directeur éditorial à Médiapart et Alain PLOMBAT ancien directeur du Midi Libre et ancien président du directoire des journaux du Midi. Ils nous ont permis d'entendre deux générations de journalistes exerçant dans deux sources de presse différentes, un quotidien national et numérique pour l'un, un quotidien régional sur papier pour l'autre.



La question proposée dans l'argument a pu apparaître comme un sophisme pour certains tant l'évidence leur semblait claire du lien entre la transmission d'une information et de son effet sur l'opinion. Pourtant l'actualité dernière avec le surgissement des Gilets Jaunes et les méandres de l'affaire Benalla a montré une situation beaucoup plus complexe : les retranscriptions médiatiques des mêmes événements ont marqué d'importants écarts et suscité, par le fait même, des réactions contraires, les uns opposant aux autres des positions de parti pris et d'idéologie. L'utilisation et la diffusion publique d'enregistrements audio ou de transmission d'images, souvent prises à l'insu, ont soulevé des questions d'éthique face à l'impératif de montrer la vérité.

La rencontre a débuté sur un premier constat. La presse et les médias, après 5 siècles de tranquillité, vivent depuis 70 ans une complète révolution. L'introduction de nouveaux supports de captation de la

réalité et de transmission de l'information ont bouleversé l'ordre qu'avait établi l'invention de l'imprimerie et de la prééminence du support du papier. Les progrès techniques permettent désormais de transmettre images et sons de n'importe quel événement dans une immédiateté temporelle et remettent en cause, par le fait même, le journalisme traditionnel. Ils modifient en même temps totalement le statut et la fonction des professionnels.

La soirée se devait, bien entendu, d'évoquer la question des Gilets Jaunes. Les deux journalistes ont convenu que la dynamique de leur irruption et de leur mode d'organisation avait bouleversé les manières habituelles de leurs rédactions. L'un d'eux a comparé leur surgissement à celui occasionné par la dynamique lente et souterraine d'un jeu de plaques tectoniques. Elle est invisible et inéluctable : on ne la réalise que dans l'éclat sismique qu'elle engendre. La retranscription de tout événement nécessite de lui donner une certaine homogénéité et continuité : mais comment faire avec un mouvement caractérisé, à l'inverse, par l'hétérogénéité ? L'information sur un événement, si elle veut être vivante, passe, par ailleurs, par son « incarnation » à travers des visages notamment : mais comment le faire sans risquer de créer des figures de leaders dans un collectif qui ne s'en est pas désigné ? Le mouvement des Gilets Jaunes, enfin, doit beaucoup à la dynamique des réseaux sociaux dont la logique n'a rien de commun avec celle du journalisme : comment rester fidèle à ses exigences professionnelles face à des médias dont la finalité réside dans une saturation d'informations cherchant, chacune, le « buzz » sans aucun souci de vérification des sources ?

« *L'ennemi des médias, c'est l'immédiateté* » a rappelé Alain PLOMBAT. Le journaliste est pris dans la contrainte constante de vérification des informations. C'est en ce sens, a-t-il ajouté, que l'on peut comprendre la phrase d'Albert CAMUS au moment de l'ouverture du journal *Combat* : « *nous essaierons de faire un journalisme honnête, donc impossible* ». La logique des réseaux sociaux est toute autre : elle est celle de ce qui peut faire « buzz » voire du « clash » et donc permettre d'être cliquée un maximum de fois et paraître ainsi en tête des classements. Plus l'information est courte avec un titre alléchant, plus elle va entraîner un grand nombre de clicks : c'est ce qui fait le succès des tweets.



Le journalisme ne peut échapper à cette logique. D'une part il est obligé de tenir compte des informations échangées sur les réseaux sociaux, sans pour autant tomber dans leurs pièges : « *les réseaux sociaux, ça prend du temps et ça aspire* », prévient Stéphane ALLIES. D'autre part il doit pourtant savoir en adopter les mécanismes : c'est l'audience d'un journal qui continue à conditionner l'apport indispensable des recettes publicitaires. Il ne peut, par le fait même, échapper aux dynamiques des « buzz ». Les deux intervenants n'ont pas peur de nommer « perverse » l'irruption des réseaux sociaux dans les dynamiques informatives. Cette perversion atteint même un comble lorsque l'on considère que ces mêmes réseaux sociaux sont devenus désormais des employeurs de journalistes. Ainsi Google a créé un fond pour financer leur emploi en les chargeant de la vérification des fake news sur leur site.

La presse est ainsi entrée dans la logique infernale du buzz. Plus il y a de clicks, plus elle a des chances d'occuper des bonnes places dans les classements. Plus on occupe ces bonnes places, plus on obtient des recettes publicitaires. La réalité est implacable : les recettes publicitaires désertent de plus en plus la presse « papier » pour investir les supports numériques. Cette situation menace gravement le devenir des quotidiens papiers et, par le fait même, leurs salariés. Des études américaines ont prévu leur complète extinction en France pour 2029, la date ultime et fatidique pour les pays les plus "résistants" est 2040 (www.futureexploration.net).

Face à ce danger, beaucoup de journaux sont tombés, à un moment, dans le piège de la presse papier gratuite en espérant attirer ainsi un public jeune. En fait cette « gratuité » a amené une dévalorisation de l'information et une discréditation de ses supports. L'information ne peut être gratuite : elle doit avoir un prix.

Le journaliste ne peut ignorer, pour sa survie, ce principe de réalité : il lui faut de l'argent pour vivre et cet argent ne peut venir que du soutien de grands groupes financiers sauf à parier sur les seuls abonnés comme Médiapart. Sont-ils, pour autant, dans une dépendance éditoriale totale de leurs financeurs ? Il semble bien que « non » dans la réalité. Pour un quotidien régional, les pressions sont plutôt le fait des acteurs politiques ou économiques locaux. Ils peuvent jouer des arrêts brutaux de subventions ou de chantage face aux incidences financières ou sociales que pourraient occasionner des articles dénonçant certaines pratiques d'entreprise.

Médiapart a choisi une autre voie, celle du support numérique et d'un financement venant uniquement des abonnements. Ils ont également choisi une ligne éditoriale renonçant volontairement à certaines rubriques comme le sport. Les pressions ne sont pas pour autant évacuées car une partie de leurs abonnés peut suspendre son choix immédiatement après la parution d'un article ou d'une enquête ne convenant pas à leur sensibilité partisane ou idéologique. « *La vie d'un journaliste, reconnaît l'un des intervenants, est faite de pressions incessantes* ». Mais en même temps, un journaliste est, d'abord, soucieux de son indépendance et de sa liberté.

Du côté du « consommateur » d'informations, le système actuel entraîne le danger d'une surinformation, une « *info-obésité* » : le seul remède consiste en une « éducation » à l'information. Ce travail doit être accompli dès l'école où l'on doit apprendre à l'enfant à lire des articles de presse, à l'initier à la rédaction et, pourquoi pas, à le préparer à une option « médias » dans le baccalauréat.



Les échanges avec la salle ont prolongé les interventions, les questions se centrant davantage sur des points plus précis. L'existence d'un code de déontologie du journalisme ? La « liberté » de certains magazines par rapport à la puissance en parts de leurs financeurs ? La protection des lanceurs d'alerte ? L'intervention de médias étrangers dans le soutien des Gilets Jaunes (Sputnik, Russia today ...) ?

La plupart des pays européens disposent de conseils de presse. La France n'en a pas : elle préfère une auto-régulation de la profession par les professionnels eux-mêmes. La déontologie des journalistes est soumise à la Charte de Munich signée par les journalistes européens en 1971, et reprenant l'ancienne charte des journalistes français de 1918 (remaniée en 1938). « *Le libéralisme a du bon* » reconnaît l'un des intervenants, la sanction étant finalement signifiée par le départ du lecteur. En revanche, pourquoi pas une labellisation professionnelle des sites internet ?

En conclusion, chacun des journalistes a rappelé quelques choix ou vérités premières de son métier comme : « *La presse, c'est aussi un produit. Les journalistes ne sont pas des purs esprits* ». « *A Médiapart, on ne commande ni ne commente des sondages* ». « *Un journaliste n'est pas celui qui écrit ce que vous voulez* » ... Ils ont insisté sur l'importance des sources d'informations. Autrefois la presse régionale avait un très riche réseau de correspondants et était diffusée jusqu'aux points les plus reculés des territoires. Elle participait ainsi à la lutte contre l'isolement des petites communes. Il est de plus en plus difficile de maintenir un tel maillage. Qui pour remplacer ces « correspondants » ? Les bloggeurs ? Le seul regret de la soirée pour certains a résidé dans le fait que l'on n'ait pas vraiment abordé la question posée par le titre, celle de l'existence possible d'un « organe d'information » dénué de toute idée de « construction d'opinion ». Cela aurait supposé un détour par une analyse de l'utilisation de tous les nouveaux supports des médias pouvant donner une illusion d'objectivité ou de transparence de la réalité, principalement les enregistrements d'images et de son. On sait pourtant qu'ils sont éminemment susceptibles de manipulation : illusion du direct, montage, ou sortie d'un élément de son contexte. Il ne faut pas oublier, non plus, les questions éthiques qu'ils soulèvent lorsque ce sont des documents pris à l'insu des personnes ou qu'ils proviennent de fuites de procès en instruction ou de notes confidentielles. C'est ce que vient de faire l'avocat DUPONT-MORETTI.

Ne pourrait-on pas dire, en conclusion, qu'il semble impossible de définir « objectivement » le niveau d'influence de la presse dans la construction d'une opinion, mais reconnaître qu'elle existe bien et qu'elle varie suivant l'éthique du journaliste et la ligne éditoriale de sa rédaction. Pourront-ils constituer demain le rempart efficace contre les risques de dérives économiques et politiques ? Il faudrait certainement être très naïf pour ne pas s'en inquiéter.

Notes de lecture

Jacques MOLENAT : « *Voyage indiscret chez les francs-maçons du Midi* »

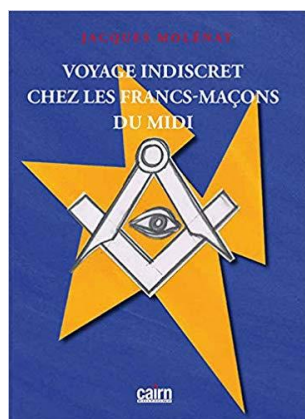


Photo Midi Libre

Jacques MOLENAT fait partie des grands noms du journalisme local. Il collabore depuis plus de 40 ans, aussi bien à la presse locale, *Sud* (ancien hebdomadaire dont il fut cofondateur), *Midi Libre*, *Gazette de Montpellier*, que nationale, *L'Express*, *L'Évènement du Jeudi*, *La Croix*, *Marianne*. Il est également auteur de « *Le Marigot des pouvoirs* » (Climats, 2004) ainsi que « *Notables, trublions et filous* » (Chabot du Lez, 2015). Il vient de publier un nouvel ouvrage, *Voyage indiscret chez les francs-maçons du Midi* » (Cairn éditions, 2018).

« *Indiscret* », le livre l'est à coup sûr dans une enquête sur un milieu dont la principale caractéristique est plutôt marquée par la discrétion. C'est d'ailleurs ce qui va attiser sa curiosité de jeune journaliste lorsqu'il découvre l'existence d'un Club des 50 à Montpellier réunissant tous les jeudis du mois la quasi-totalité de la nomenklatura locale, politique, économique et culturelle, au-delà (ou en deçà) des clivages des appartenances partisans. Il publie alors une première enquête, en 1986, dans *L'Événement du jeudi*, qu'il intitule : « *Montpellier sous la coupe des francs-maçons !* ». Les réactions furent immédiates et créèrent un véritable électrochoc dans les Loges : aucun démenti ou action en justice n'interviendra, cependant. Jacques MOLENAT poursuivra, dès lors, une enquête minutieuse et remarquablement instruite en l'étendant sur un vaste territoire réunissant l'actuelle Occitanie et Provence-Côte d'Azur. Ce qu'il en ressort est d'abord un constat : « *le Midi est une terre ouverte à la franc-maçonnerie. Les initiés y sont deux à trois fois plus nombreux qu'ailleurs en France* ». Pourquoi ? Il n'existe pas une explication exhaustive, mais plutôt plusieurs à chercher du côté des restes du catharisme et du protestantisme, de la géographie d'un territoire fait de brassage de populations ou d'une plus grande souplesse institutionnelle que dans les loges du Nord. Ces particularités ont pu aider à développer quelques qualités essentielles de la franc-maçonnerie : le goût pour le libre-examen, de l'échange et du débat dans un grand esprit de discipline et d'écoute.

En revanche, l'auteur ne peut que constater une certaine dégradation de la dynamique franc-maçonne amenant certains frères à s'écarter actuellement des obédiences pour créer leur propre chemin. C'est sans doute le succès même d'une franc-maçonnerie, de moins en moins secrète et acceptée, qui peut amener son déclin : elle entraîne une perte d'influence sur le jeu politique et économique, une baisse de la qualité des recherches menées en loge et une entrée de nouveaux adhérents plus attirés par l'aura d'un pouvoir mystérieux que par des convictions de valeurs. Cet apparent déclin doit cependant être tempéré : en coulisse d'une franc-maçonnerie officielle qui peut paraître se banaliser se tissent de nouveaux réseaux « fraternels » discrets.

Le livre de Jacques MOLENAT permet un « voyage » guidé dans le monde maçonnique. L'auteur a un premier souci pédagogique pour expliquer le vocabulaire, les rites, le « Who's who » des grands et des petits, et un répertoire des diverses loges. Il nous propose ensuite un voyage dans les différentes grandes villes du large Midi allant de Monaco à Toulouse, s'attardant bien sûr sur nos cités locales. Les « dédales » de ce voyage sont truffés d'une multitude de petites histoires locales. Ils nous font rencontrer plein de personnages sous forme d'une typologie d'initiés dressés à la Daumier. Il développe enfin quelques analyses plus serrées sur plusieurs points du « système » franc-maçon, ses réseaux et ses dynamiques locales avec quelques titres sans concession : « *Les voltigeurs de Frêche* », « *Main basse sur le CHU* », « *Meurtre à Benghazi* », « *Suicide d'un intouchable* » ...

Le livre termine par deux entretiens : celui de Roger LERAY qui fut grand maître du Grand Orient de France et que Jacques MOLENAT avait rencontré en 1989, deux ans avant sa mort, et celui d'Alain JUILLET, ancien patron notamment de la DGSE, réalisé en 2018.

Le contenu du livre peut, à certains moments, glacer le lecteur lambda qui, même s'il connaissait plus ou moins la franc-maçonnerie, était loin de se douter du réseau d'influence qu'elle avait pu constituer, véritable pouvoir dans le pouvoir, n'hésitant pas à se déjouer à l'occasion des règles de justice. En ce sens, l'institution constitue un véritable paradoxe dans un système démocratique puisqu'elle constitue un premier défenseur des valeurs républicaines tout en n'hésitant pas à les adapter, à l'occasion, au service de son pouvoir de contrôle des institutions.

Cet effet est d'autant plus accentué que le récit de Jacques MOLENAT n'apparaît jamais guidé par la malveillance. Il poursuit seulement une démarche quasi obsessionnelle de journaliste enquêteur soucieux de la recherche de faits et non de la démonstration au service d'une idéologie. Les seules libertés qu'il s'accorde sont dans un style de narration plus proche du conteur que de l'entomologiste et dans les trouvailles pittoresques des titres de ses chapitres.

La conclusion du livre se trouve, finalement, dans son introduction : « *la franc-maçonnerie est une société terriblement humaine* ». Elle a « *ses voyous et ses arrivistes. Elle a aussi ses justes et ses sages* ». Jacques MOLENAT n'oublie pas de rendre hommage à deux illustres francs-maçons : Bernard

MARIS assassiné lors des meurtres à Charlie Hebdo et le lieutenant-colonel Arnaud BELTRAME égorgé à Trèbes.

Kazuo ISHIGURO : « *Auprès de moi toujours* »



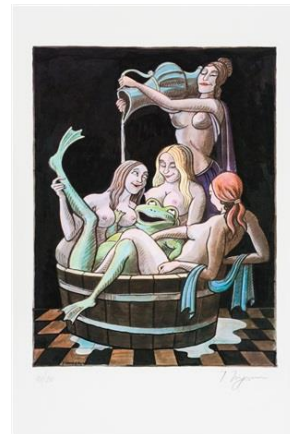
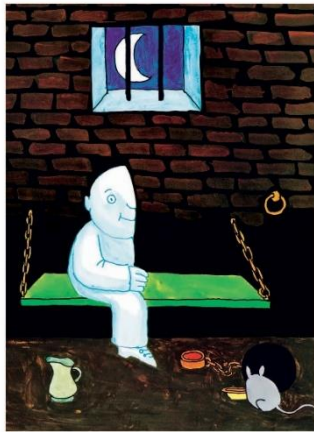
« *Auprès de moi toujours* », paru en 2005, est un roman de Kazuo ISHIGURO, prix Nobel de la littérature en 2017, que devraient lire tous ceux qui sont intéressés par la PMA, la GPA et autres techniques de procréation assistée. L'ouvrage met en scène une mystérieuse institution anglaise, Hailsbman, qui protège totalement ses petits pensionnaires du monde extérieur précautionneusement élevés avec l'idée qu'ils sont des êtres à part, chargés d'une mission sociale exemplaire. Le lecteur les accompagne dans le quotidien de leur vie d'internat avec son lot de petits événements et d'intrigues relationnelles. Il n'est jamais fait mention de famille ou d'origine : ils sont comme nés de nulle part. D'étranges signifiants parsèment cependant leurs journées : « *accompagnants* », « *donneurs* », « *ventes* », « *échanges* » ... A l'abord de l'adolescence, l'irruption de la sexualité ne semble pas leur poser beaucoup plus de problème que leurs autres pulsions ou besoins, d'autant plus que les filles savent qu'elles sont stériles. La vérité de leur destin n'apparaît clairement qu'au fil de l'enquête que vont mener progressivement Kath, Ruth et Tommy, les héros du roman. Ils sont des enfants clonés sur des personnes réelles dont ils ignorent l'identité et sont destinés à être des donneurs de leurs organes pour en faire profiter des humains atteints de maladie ou de malformation fatales. Ils sont donc condamnés à mourir au fur et à mesure de leurs dons. Le roman se clôt à la manière de « *La controverse de Valladolid* » : ont-ils une âme ?

Cette tragédie est racontée avec la « banalité émotionnelle » du style de Kazuo ISHIGURO, celle qui avait déjà fait le succès de son best-seller : « *Les vestiges du jour* ». Cette banalité est tout sauf celle de la froideur, de la sécheresse logique ou de l'ennui. Elle a, au contraire, la richesse d'une touche impressionniste narrative. Comme dans les « *Les vestiges du jour* », l'histoire est écrite à la première personne. Elle regorge de sensibilité contenue par une grande pudeur, celle née de la conscience de la relativité de nos histoires singulières. Elle fait entrer le lecteur, par contre, dans la brume étrange (anglo-saxonne ?) d'un monde mi-onirique qui n'est pas sans évoquer peut-être Haruki MURAKAMI. ISHIGURO est né à Nagasaki 9 ans après la bombe atomique, et est arrivé en Angleterre à l'âge de 6 ans.

Hommage à Tomi UNGERER

L'un de nos plus grands auteurs-illustrateurs français est mort le 9 février dernier. Artiste protéiforme, à la fois affichiste, peintre, sculpteur et écrivain, il était surtout connu chez nous pour ses livres pour enfants : *Jean de la lune* (1966) ou *Le géant de Zéralda* (1967) et autres peuplent nos bibliothèques depuis trois générations.

Né en 1931 à Strasbourg d'une famille d'horloger, - qui eut, entre autres à charge l'entretien de l'horloge de la cathédrale -, Tomi UNGERER subit la dure occupation nazie de sa région avec l'interdiction de parler français. Paradoxe, à la libération c'est l'alsacien qui fera l'objet d'une interdiction d'usage. « *Je n'ai pas de langue natale, dira-t-il plus tard, sauf celle qui me sert à lécher les plats* ». De là est né sans doute sa volonté libertaire et iconoclaste de défense d'une humanité fraternelle : « *la liberté c'est avant tout le droit de l'individu à sa propre identité. L'égalité c'est l'harmonie entre les différences qui se complètent. La fraternité se crée dans le respect de l'identité des autres* ». Pas de dogmatisme non plus chez lui : « *ce qui m'intéresse est le no man's land entre le bien et le mal ...Si l'enfer est le paradis du diable, il n'y a pas de raison que le bon Dieu n'y passe pas quelques week-ends de temps en temps* ». L'ogre devient un homme doux et généreux sous l'effet de Zeralda. « *Black power* » et « *White power* » se répondent dans un étrange équilibre. « *L'enfer* » de l'érotisme n'est pas non plus désagréable à explorer.



Grand voyageur, il commence sa véritable carrière de graphiste en 1956 lorsqu'il débarque à New York avec 60\$ en poche. Très vite, il travaille pour de prestigieux journaux et magazines tels que *The New York Times*, *Village Voice*, *Esquire* ou *Life*. Mais sa notoriété lui viendra de ses talents d'affichiste dont la célèbre « *Black Power/White Power* » contre la ségrégation raciale ou une série d'affiches contre la guerre du Vietnam en 1967. Il obtient en 1998 le prix Hans Christian Andersen, la plus haute distinction pour un auteur jeunesse. Le musée Tomi Ungerer, ouvert en 2007 à Strasbourg, conserve aujourd'hui sa collection. Pour sa part, il n'aimait guère revoir ses œuvres : « *revoir mes livres et mes dessins me plonge dans une gêne immense. Quand on a fait ses besoins, on va au cabinet et ensuite, pffuit, tout disparaît ! Je revendique ce droit de chasse* ».

Nos lecteurs nous écrivent



Dessin de RAY CLID

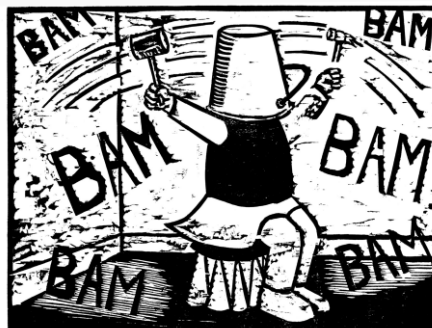
J'ai commencé à lire votre Lettre de Février par la section Brexit, nationalité oblige. Mais il y a une erreur ! David Cameron n'est pas du tout travailliste. Il est Conservateur, comme était Margaret Thatcher, et il a provoqué le référendum comme moyen de désamorcer le pouvoir des europhobes dans son parti dont il y en avait (et il y en a toujours) beaucoup. Par cet acte, purement politicien, il a plongé le pays dans une division et une haine que je n'ai jamais connues dans les 45 ans que j'ai vécus là-bas. Si tout se termine mal, ou plutôt très mal, puisque le mal est déjà là, l'histoire ne sera pas gentille avec ce monsieur.

Lu dans la presse

Le politiste Loïc BLONDIAUX, professeur à Paris-I-Panthéon-Sorbonne dans Télérama, n°3604, du 9 au 15 février. Dans une première partie de l'entretien il se révèle plus que critique face au grand Débat où il voit « *un grand monologue national dominé par un président de la république omniprésent, qui ne cesse d'interférer aussi bien sur le contenu que sur l'organisation du débat, dans une mise en scène permanente du pouvoir qu'il incarne* ». En face, il propose, à l'issue de ce grand Débat, l'organisation d'une « *assemblée citoyenne, dont les membres seraient tirés au sort. Elle serait chargée de recevoir les contributions, de les hiérarchiser, afin de proposer une série de questions qui seraient au bout du compte soumises aux citoyens par référendum. On aurait là une véritable perspective de transformation vers plus de démocratie* ». Le paradoxe de sa proposition réside dans l'analyse qu'il fit ensuite dans un constat qui semble, en même temps, la condamner : « *soit on envisage une forme de démocratie immédiate ... mais on n'a jamais vu qu'une telle forme de démocratie sans intermédiaires puisse s'inscrire durablement dans la réalité. Soit on bascule dans un régime autoritaire, celui que proposent les populistes d'extrême droite, dans lequel un peuple prétendument homogène, défini par sa supposée pureté morale, a vocation à s'incarner dans la volonté d'un leader* ». C'est sans doute la raison qui pousse le journaliste, Michel ABESCAT, à lui poser la question d'envisager « *de maintenir le cadre de la démocratie représentative* ». L. BLONDIAUX propose alors une « *assemblée citoyenne du futur, fondée sur le tirage au sort et qui s'adosserait aux assemblées classiques issues de l'élection* ».

Une conférence : les TDAH, une nouvelle épidémie ?

Le jeudi 21 mars 2019 à 19h00
à la Salle Pétrarque, 2 Place Pétrarque à Montpellier
Entrée libre



Olivier Deprez

Le TDAH (trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité) est un trouble qui affecte les capacités d'attention de l'enfant. Il est souvent le fait des enfants que l'on nomme couramment « hyperactifs ». Il a été introduit dans la classification mondiale des troubles (DSM 5) en 2013. En 2016

des enquêtes montraient que le trouble atteignait entre 5 à 9% des enfants de 6 à 12 ans dans le monde. En France le chiffre est estimé à 3,5%. Le trouble peut faire l'objet d'un traitement psychothérapeutique : il est également souvent pris en charge généralement pris en charge par un traitement de psychostimulants.

L'extension du diagnostic depuis quelques années et le recours de plus en plus systématique au traitement chimiothérapeutique inquiète de plus en plus les professionnels ou les usagers. « *Le TDA/H serait-il un fourre-tout qui mélange des difficultés de toutes sortes afin de mieux masquer différents problèmes, éducatifs, sociaux, pédagogiques ou même politiques ? Le risque d'un nouveau scandale sanitaire se dessine, non seulement en raison de la banalisation des prescriptions de psychostimulants à des enfants, mais aussi du peu d'études sur leurs effets à long terme* ». C'est cette question que l'association Isadora propose de venir débattre. Isadora est une association de recherche sur la psychose créée au Centre Psychothérapeutique Saint Martin de Vignogoul de Pignan.

Les deux intervenants seront **PATRICK LANDMAN**, psychanalyste, pédopsychiatre et président de Stop DSM et **PATRICE CHARBIT**, psychiatre, directeur du Centre Psychothérapeutique Saint Martin de Vignogoul et président d'honneur de l'Association Française des Psychiatres d'Exercice Privé.

Rappel : Le grand débat national



A l'initiative de la SCI du Faubourg, boutique des partages, une participation locale au grand débat national a été mis en place. Le Pacte Civique et Montpellier 2020 s'y sont joints ainsi que d'autres collectifs citoyens. Deux réunions se sont déjà tenues : le mercredi 20 février sur « *La transition écologique* » et le lundi 25 février sur « *La fiscalité et les dépenses publiques* ».

Le Jeudi 7 mars se tiendra un troisième débat sur « *La Démocratie et la citoyenneté* ».

Le cycle se conclura le mercredi 13 mars « *L'organisation de l'Etat et des services publics* ».

Rendez-vous à 18 h au Faubourg, en face de l'arrêt des trams à la station du Corum.

Renseignements : 06 82 87 12 96

N'hésitez pas à diffuser l'information.

RAPPEL :

Vous êtes de plus en plus nombreux à réagir à nos articles : nous nous en félicitons et avons à cœur de faire écho de vos courriels ou de vos envois de parution d'articles de presse. N'hésitez donc pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com ou joseph.mornet6@orange.fr

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Ville :

Code postal :

Mail :

Téléphone :

**s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2018 payable par chèque à l'ordre de « association Montpellier 2020 »
à adresser à : Eric PEREZ, Campagne Michel, 76 rue des Cétoines, 34090 Montpellier**

Fait à : le

Signature :